



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



Service émetteur : Direction des Droits des Usagers,  
des Affaires Juridique et de l'Inspection  
Contrôle

Affaire suivie par : [REDACTED]  
Courriel : [REDACTED]

Réf. : [REDACTED]

Date : 31 juillet 2024

Madame [REDACTED]  
Directrice  
EHPAD LA CHARTREUSE  
2 Rue Richard Dejean  
31140 PECHBONNIEU

**Lettre envoyée en recommandé avec accusé de réception**

**Objet :** Contrôle sur pièces EHPAD – Clôture de la procédure contradictoire  
Notification de décision définitive

**PJ :** Tableau définitif de synthèse des mesures correctives  
Tableau des prescriptions maintenues et des recommandations retenues.

**V/Réf :** Votre courriel du 10 juillet 2024

Madame la Directrice,

A la suite de la lettre d'intention que je vous ai adressée le 28 juin 2024, vous m'avez fait part de vos observations dans les délais impartis et transmis tout document complémentaire que vous jugiez nécessaire.

L'examen attentif de l'ensemble de ces éléments me conduit à clôturer la procédure contradictoire à la suite de ce contrôle sur pièces.

Le tableau définitif de synthèse des mesures correctives, ci-joint, précise les quatre prescriptions maintenues avec leur délai de mise en œuvre et la recommandation maintenue avec son délai de mise en œuvre. En conséquence je vous invite à communiquer les éléments demandés aux services de la délégation départementale, en charge du suivi de votre structure.

En application des articles L121-1 et L122-1 du Code des relations entre le public et l'administration qui régissent les modalités de la procédure contradictoire préalable, les prescriptions retenues à l'issue de cette procédure ont la valeur d'une décision administrative.

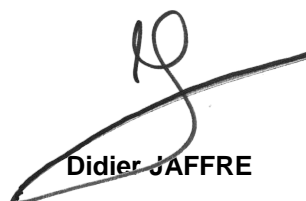
Un recours gracieux motivé peut être adressé à mes services dans un délai de deux mois suivant la notification du présent courrier, étant précisé qu'en l'absence de réponse de l'Administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci devra être considéré comme implicitement rejeté.

Dans un délai franc de deux mois à compter de sa notification et sans préjudice d'un éventuel recours hiérarchique auprès de La Ministre du Travail, de la Santé et des Solidarités, la présente décision ouvre droit à une voie de recours contentieux près du tribunal administratif territorialement compétent qui peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible sur le site internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

Je sais pouvoir compter sur votre pleine implication et celle de vos équipes pour poursuivre les réflexions au sein de l'établissement et les démarches d'amélioration déjà engagées.

Je vous prie d'agréer, Madame la Directrice, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Directeur Général

  
**Didier JAFFRE**

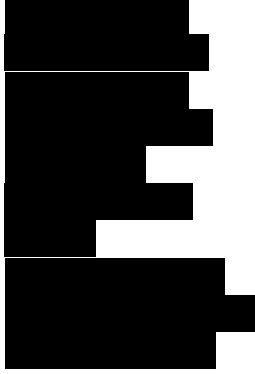
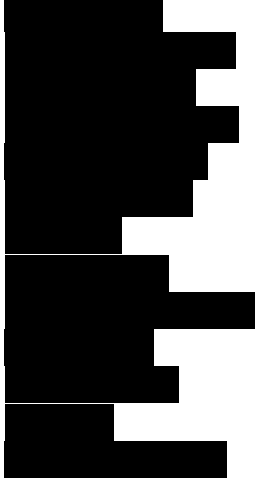
Direction des Droits des Usagers, des Affaires Juridiques et de l'Inspection Contrôle  
Pôle Régional Inspection Contrôle

## Tableau de synthèse des écarts et des remarques


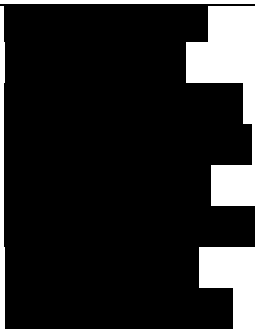
### Contrôle sur pièces de l'EHPAD LA CHARTREUSE Situé à PECHBONNIEU 31140

*Un **écart** est l'expression écrite d'une non-conformité ou d'un non-respect d'obligations légales ou réglementaires juridiquement opposables.*

*Une **remarque** est l'expression écrite d'un défaut ou d'un dysfonctionnement plus ou moins grave qui ne peut être caractérisé au regard d'un texte juridiquement opposable.*

Ecart (5)	Référence réglementaire	Nature de la mesure attendue (Prescription)	Proposition de délai de mise en œuvre à compter de la réception du courrier de clôture de la procédure contradictoire	Réponse de l'établissement	Décision du Directeur Général de l'ARS
<b>Ecart 1 :</b> La mission constate, au jour du contrôle, que le structure ne dispose pas d'un projet d'établissement valide de moins de 5 ans ce qui contrevient aux dispositions de l'article L311-8 du CASF.	Art. L.311-8 du CASF D311-38-3 et 4 du CASF	<b>Prescription 1 :</b> Actualiser le projet d'établissement et le transmettre à l'ARS.	Effectivité 2024		Maintien de la prescription 1.  La mission a bien reçu la partie actualisée du projet de soins et prend acte de l'évolution du projet d'établissement.  Délai : Effectivité 2024
<b>Ecart 2 :</b> Le médecin coordonnateur de l'EHPAD n'est pas titulaire d'un diplôme d'études spécialisées complémentaires de gériatrie, d'un diplôme d'études spécialisées de gériatrie ou de la capacité de gériatrie ou d'un diplôme d'université de médecin coordonnateur d'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes ou, à défaut, d'une attestation de formation continue. Cette situation n'est	<u>Diplôme :</u> Art D. 312-157 du CASF HAS, 2012	<b>Prescription 2 :</b> Se mettre en conformité à la réglementation.	Effectivité 2024		Sans objet

pas conforme à l'article D312-157 du CASF.					
<b>Ecart 3 :</b> La réglementation prévoit pour la capacité de 80 places autorisées, un ETP de 0,60 médecin coordonnateur. L'établissement déclare un ETP ■■■■, ce qui contrevient à l'article D312-156 du CASF.	Art. D.312-156 du CASF	<b>Prescription 3 :</b> Se mettre en conformité à la réglementation.	Effectivité 2024		Maintien réglementaire de la prescription 3.  La mission prend note que l'établissement est en recherche active d'un médecin coordonnateur avec les qualifications nécessaires en gériatrie ou gérontologie, et qu'une offre d'emploi de ■■■■ ETP sera prochainement publiée.  Délai : Effectivité 2024 - 2025

<b>Ecart 4 :</b> La structure déclare qu'elle ne dispose pas de procédure formelle pour déclarer les dysfonctionnements et les Événements Indésirables Graves (EIG) aux autorités compétentes telles que l'Agence Régionale de Santé (ARS) et le Conseil Départemental (CD).	<u>Mention sans délai :</u> Art. L.331-8-1 CASF	<b>Prescription 4 :</b> Se mettre en conformité à la réglementation.  Transmettre le document à l'ARS.	2 mois		Maintien de la prescription 4. Jusqu'à transmission de la procédure finalisée  Délai : 2 mois
<b>Ecart 5 :</b> La structure déclare ne pas disposer d'une convention avec une pharmacie d'officine, ce qui contrevient à l'article L5126-10 du CSP.	Art. L.5126-10 II du CSP	<b>Prescription 5 :</b> La structure est invitée à établir une convention avec un ou des pharmaciens titulaires d'officine, conformément à l'article L.5126-10 du CSP. Transmettre le document à l'ARS.	6 mois		Maintien réglementaire de la prescription 5.  Délai : 6 mois

Remarques (4)	Référence réglementaire	Nature de la mesure attendue	Proposition de délai de mise en œuvre à compter de la réception du courrier de clôture de la procédure contradictoire	Réponse de l'établissement	Recommandation retenue par le Directeur Général de l'ARS
<b>Remarque 1 :</b> Au jour du contrôle, la mission constate que le contrat MEDCO (document probant n°16) n'a pas été transmis.		<b>Recommandation 1 :</b> Transmettre le document probant n° 16.	Immédiat		Sans Objet

<b>Remarque 2 :</b> La structure informe ne pas disposer de plan de formation du personnel à la déclaration.		<b>Recommandation 2 :</b> Etablir un plan de formation du personnel aux bonnes pratiques professionnelles.	6 mois	<div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div>	Maintien de la recommandation 2.  La mission prend acte des formations effectuées en 2024 sur les bonnes pratiques professionnelles pour le personnel.  Délai : 6 mois
<b>Remarque 3 :</b> La structure déclare ne pas avoir organisé les accès aux plateaux techniques de la biologie et de l'imagerie.		<b>Recommandation 3 :</b> La structure est invitée à s'organiser pour avoir accès aux plateaux techniques de la biologie et de l'imagerie sur site ou par convention.	6 mois	<div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div>	Levée de la recommandation 3.

